



**NATIONS UNIES
COMMISSION ÉCONOMIQUE POUR L'AFRIQUE**

À VÉRIFIER À L'AUDITION

Conférence sur le partenariat scientifique avec l'Afrique

Allocution de

**M. Abdoulie Janneh
Secrétaire général adjoint de l'ONU et
Secrétaire exécutif de la CEA**

**3 mars 2008
Addis-Abeba**

**Excellence, Monsieur Dusan Caplovic, Premier Ministre adjoint de la République slovaque,
Excellence, Dr Sintayehu Wolde Michael, Ministre de l'éducation de la République fédérale démocratique d'Éthiopie,
Madame Nagia Essayed, Commissaire aux ressources humaines, à la science et à la technologie de l'Union africaine,
Mesdames et Messieurs les Présidents de Parlement,
Mesdames et Messieurs les Ministres,
Mesdames et Messieurs les Parlementaires
Excellences,
Mesdames et Messieurs,**

C'est avec grand plaisir que je vous souhaite la bienvenue à Addis-Abeba, siège de la Commission de l'Union africaine et de la Commission économique pour l'Afrique. Cette auguste assemblée de dignitaires et de hauts responsables de secteurs très divers montre combien il est important, pour nous tous, d'appliquer la science et la technologie afin de promouvoir le développement de l'Afrique.

Je tiens à saluer en particulier la présence de Son Excellence Monsieur Dusan Caplovic, Premier Ministre adjoint de la République slovaque. Sa présence parmi nous reflète les réalisations à son actif dans son pays natal et signale qu'il est possible d'établir des relations entre l'Afrique et la République slovaque. Son Excellence, Dr Sintayehu Wolde Michael, Ministre de l'éducation de notre pays hôte a toujours été un ami et un défenseur constant des initiatives de la CEA et je voudrais saisir cette occasion pour le remercier de sa coopération et de sa collaboration.

Dire à une assistance comme celle-ci l'importance que la science et la technologie revêtent pour le développement revient à prêcher des convertis, d'autant que nous en avons abondamment la preuve au quotidien. Pourtant, il convient de souligner que loin d'être ésotérique, la recherche scientifique joue un rôle important dans le développement. Elle a non seulement abouti à de grandes avancées technologiques qui influent sur notre vie quotidienne mais elle a également transformé des sociétés entières et a arraché des millions d'individus à la misère. À vrai dire, l'Afrique est la seule région qui n'a pas encore pleinement exploité le potentiel considérable qu'offrent la science et la technologie en tant que moteur de croissance et de développement.

Pourtant, la question n'est pas négligée. Au niveau international, le Document final du Sommet mondial souligne le rôle crucial de la science et de la technologie dans la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le développement et le Plan de mise en œuvre du Sommet mondial sur le développement durable affirme l'importance de la prise de décisions fondée sur la science. Le système des Nations Unies, dont la CEA fait partie, s'inspire également du rapport du Secrétaire général sur la science, la technologie et l'innovation au service du développement économique.

Au niveau régional, les chefs d'État et de gouvernement africains ont indiqué le rôle clef de la science et de la technologie dans le développement en consacrant le Sommet de l'Union africaine tenu en janvier 2007 à ce thème. Il convient également de signaler que dans son Plan d'action pour la période allant de 2004 à 2007, la Commission de l'Union africaine vise à promouvoir la mise en valeur des ressources humaines, le renforcement des capacités, ainsi que la science et la technologie comme outils de développement socioéconomique, et que le Plan d'action consolidé du NEPAD pour la science et la technologie veut que l'Afrique puisse exploiter et appliquer la science, la technologie et les innovations connexes en vue du développement durable et contribuer au réservoir mondial de connaissances scientifiques et d'innovation technologique.

La Conférence sur le partenariat scientifique avec l'Afrique vise également à promouvoir la science et la technologie au service du développement du continent. Cependant, ses buts et objectifs sont légèrement différents. Il s'agit de savoir comment les scientifiques africains peuvent collaborer et participer davantage aux initiatives et aux projets de recherche et de développement scientifiques internationaux. C'est donc plus qu'une conférence, puisqu'il est prévu un mécanisme de suivi afin que les scientifiques africains soient tenus au courant de ces initiatives et projets. La question concerne non seulement les scientifiques mais également les responsables gouvernementaux, les décideurs, les législateurs et les opérateurs du secteur privé, tous représentés ici. Un autre objectif visé est donc de lancer et de poursuivre un débat constructif entre la communauté scientifique et d'autres parties prenantes.

Nous vivons dans une ère de mondialisation qui repose sur l'économie de la connaissance et exige un niveau exceptionnel de compétences et de savoir-faire sur le plan scientifique. Aujourd'hui, les nations qui connaissent la prospérité au sein d'une économie mondiale hautement concurrentielle sont celles qui peuvent l'emporter sur le terrain des technologies de pointe et des ressources intellectuelles. Cela demande de pouvoir attirer une main-d'œuvre hautement qualifiée et des entreprises de la plus grande compétence, dotées de fortes capacités d'innovation et en mesure de les mettre à profit pour créer des opportunités commerciales. Dans le même temps, le secteur productif de l'économie doit impérativement pouvoir compter sur une main-d'œuvre possédant de bonnes qualifications sur le plan scientifique. En outre, il ne fait aucun doute qu'il existe un lien étroit entre, d'une part, le volume des investissements que les nations consacrent à la recherche-développement et, d'autre part, leur niveau de développement. Ce sont désormais les sources de la prospérité.

Le développement économique dépend donc, dans une large mesure, des scientifiques et ingénieurs qui s'emploient à découvrir, inventer et innover, et c'est pourquoi il faut faire de la recherche-développement une priorité pour le développement du continent africain. Cette Conférence constitue une occasion unique à cet égard, puisque le monde dispose aujourd'hui des connaissances et des ressources permettant d'améliorer la productivité agricole, de combattre les maladies mortelles, de développer des sources d'énergie non polluantes, d'améliorer les communications et de construire les infrastructures qui peuvent contribuer à accélérer le développement de l'Afrique. Il est en outre prouvé qu'il est sans doute plus facile de mettre la science et la technologie au service de certains de ces domaines que de s'attacher à augmenter la production et la productivité industrielle.

Dans le domaine de la médecine, par exemple, l'éradication de la variole et les succès notables des thérapies de réhydratation par voie orale montrent combien les bienfaits de la science pourraient facilement bénéficier aux populations les plus pauvres. Dans le même ordre d'idées, une percée scientifique dans le domaine médical permettant de mettre au point un vaccin ou un traitement financièrement abordable contre le VIH/sida pourrait avoir des

retombées extrêmement bénéfiques pour l'Afrique subsaharienne. Dans le domaine de l'agriculture, je citerai, pour exemple, le développement de semences de blé dur à haut rendement qui ont donné des récoltes plus abondantes, et l'avènement de la révolution verte qui a permis à certains pays souffrant auparavant d'un déficit alimentaire de quadrupler leur production de céréales par hectare cultivé. Certes, les denrées alimentaires sont extrêmement chères à l'heure actuelle, mais il ne faut pas minimiser l'importance de ces réussites, qui ont permis de réduire la malnutrition alors que la population mondiale ne cesse d'augmenter.

Il est essentiel de pouvoir disposer de sources d'énergie fiables pour les besoins de notre vie quotidienne, puisqu'elles sont indispensables pour la cuisine, le chauffage et la conservation des denrées. Pourtant, des millions d'Africains n'ont pas accès à l'électricité et n'utilisent que des combustibles traditionnels. Répondre à ces besoins en mettant en place une infrastructure appropriée dans le domaine de l'énergie peut contribuer à améliorer la productivité et la qualité de la vie dans les pays concernés mais peut aussi avoir des effets indésirables, en particulier sur l'environnement. Il importe, par conséquent, de promouvoir la recherche-développement sur les questions relatives à l'énergie et aux changements climatiques afin d'aider les pays africains à satisfaire leur besoins énergétiques, tout en s'adaptant à ces changements et en essayant d'en minimiser les conséquences.

Ces considérations s'appliquent également aux ressources en eau, aux transports, aux infrastructures et, en réalité, à tous les autres aspects de la société où les connaissances humaines ont amélioré la qualité de la vie. Le XXI^e siècle offre la promesse de progrès d'autant plus importants et rapides que les technologies numériques ont permis de faire baisser les coûts liés à la création, à la reproduction, à la diffusion et à l'utilisation de ces connaissances. Ces préoccupations transparaissent dans le choix des domaines scientifiques qui feront l'objet de notre attention dans le cadre de la conférence, à savoir l'énergie, les transports, les infrastructures, les technologies de l'information et de la communication, la santé, les sciences de la vie, l'agriculture et le changement climatique, et la question des ressources en eau.

L'Afrique doit combler, dans les domaines de la science et de la technologie, un retard énorme, mais il peut y arriver en faisant preuve d'une vision d'avenir, de volonté et de détermination. Certaines difficultés rencontrées par les pays africains tiennent à leurs faibles capacités scientifiques et technologiques, au manque d'investissement dans la recherche-développement, aux lacunes des systèmes de réglementation ainsi qu'au manque d'infrastructures et à l'accès insuffisant aux innovations scientifiques utiles pour les pays concernés.

Sur le plan des capacités, le problème du nombre insuffisant et du manque de qualifications du personnel scientifique formé sur le continent est aggravé par l'exode des cerveaux. On estime par exemple que l'Afrique ne compte que 83 ingénieurs par million d'habitants, tandis que dans les pays développés ce chiffre est de 1000 ingénieurs par million d'habitants. Si l'on prend le cas de certains pays en particulier, on estime par exemple que chaque mois, quelque 300 infirmiers ou infirmières spécialisés quittent l'Afrique du Sud pour s'installer à l'étranger tandis qu'en Zambie, le nombre de médecins a été divisé par quatre ces dernières années. De même, en Égypte, quelque 45 000 scientifiques spécialisés dans diverses disciplines, dont certaines sont très recherchées, ont quitté le pays au cours des 50 dernières années.

Le financement des activités scientifiques en Afrique constitue un autre problème essentiel qu'il faut absolument s'attacher à résoudre. Le montant des investissements dans la recherche-développement en Afrique est très faible et les études menées récemment par la CEA confirment qu'ils restent inférieurs à 1 % du PIB du continent africain. En conséquence, la production scientifique à l'échelle du continent est, elle aussi, insuffisante, comme le montre le faible nombre de brevets déposés par les pays africains auprès des instances internationales compétentes. En 2007 par exemple, 7 061 brevets internationaux ont été déposés par la République de Corée et 5 456 par la Chine. En revanche, le pays d'Afrique ayant déposé le plus grand nombre de brevets durant la même année était l'Afrique du Sud, avec 390 brevets, tandis que l'Égypte n'en déposait que 41.

Les données fournies par la Banque mondiale montrent que les pays de l'OCDE consacrent annuellement davantage de ressources financières à la recherche-développement que la valeur totale de la production économique des 61 pays les plus pauvres de la planète. On relève toutefois certains signes encourageants, qui devraient se confirmer grâce à cette Conférence. Par exemple, l'Afrique du Sud, l'Ouganda et le Ghana, parmi d'autres pays, ont clairement manifesté leur intention d'augmenter le montant des investissements en faveur de la recherche-développement dans leur budget pour 2006-2007.

Nous savons aussi que l'accès aux technologies peut être limité par l'absence de dispositifs qui sous-tendent un usage bénéfique des brevets et de la propriété intellectuelle. Par exemple, des antirétroviraux et d'autres médicaments ayant des équivalents génériques peuvent être produits en Afrique, conformément à l'article 66, paragraphe 2 de l'Accord sur les aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce (ADPIC), qui prévoit ce genre de possibilités afin de promouvoir et d'encourager le transfert de technologie vers les pays les moins avancés (...) pour leur permettre de se doter d'une base technologique solide et viable. Or, ce transfert ne se fait pas assez rapidement. Il nous faut donc plus que jamais remédier à cette situation.

Pour y parvenir, la communauté scientifique africaine doit disposer de meilleures infrastructures et équipements de laboratoire, et pouvoir accéder aux dernières technologies et idées. À cet égard, le développement des liaisons Internet peut permettre aux chercheurs travaillant sur le continent d'accéder plus facilement aux connaissances disponibles sur les sites Web et les journaux électroniques et d'échanger des vues dans des espaces de discussion électronique. Il leur faudrait aussi un accès plus structuré aux bases de données sur les brevets, pour être en mesure d'innover et de s'engager aux côtés d'autres scientifiques dans la conception de technologies susceptibles d'améliorer le quotidien de millions de personnes.

Dans ce contexte, permettez-moi de soumettre à votre appréciation ces quelques questions:

Étant donnée la nécessité pour l'Afrique de s'engager dans le processus d'innovation, comment établir une liaison étroite entre l'industrie et la science?

Quels mécanismes de contrôle des régimes des brevets mettre en place, compte tenu du rôle de plus en plus complexe que ces régimes jouent dans la promotion de l'innovation, la diffusion des connaissances scientifiques et techniques, ainsi que dans l'amélioration de l'entrée sur les marchés et la création d'emplois?

Comment renforcer la qualité de l'enseignement supérieur scientifique et technique, nécessaire pour répondre à la demande croissante de main-d'œuvre jouissant de connaissances et de compétences scientifiques et techniques?

Quels mécanismes mettre en place pour coordonner les efforts nationaux, régionaux et internationaux en vue d'élargir l'accès aux résultats des travaux de recherche financés par des fonds publics et contribuer ainsi au progrès de la recherche scientifique et de l'innovation?

Enfin, comment assurer une plus grande coopération régionale et internationale dans les domaines scientifique et technique afin de relever un grand nombre de défis liés à la croissance économique, à la santé, au développement durable et à la sécurité, mais aussi pour exécuter des projets de collaboration scientifique?

Ces questions, je l'espère, seront traitées au sein de «l'usine à idées» qui tournera, tout au long de la Conférence, pour favoriser une réflexion novatrice et générer des idées concrètes que nous pourrons tous soutenir et nous efforcer de mettre en œuvre au terme de cette Conférence. Cette nouveauté qui consiste à exploiter des idées résulte d'une initiative conjointe de l'Alliance mondiale pour le savoir et de Brainstore, initiative que finance l'Agence suisse pour le développement et la coopération.

e voudrais à ce stade rendre hommage à nos partenaires pour cette Conférence et les remercier pour leur contribution. Il s'agit de la Commission de l'Union africaine, de l'Agence suisse pour le développement et la coopération et du Centre canadien de ressources en cyberpolitiques, qui ont grandement contribué à l'organisation de cette rencontre. Je voudrais également remercier

nos partenaires scientifiques que sont l'UNESCO, l'Alliance mondiale pour le savoir et Brainstore, pour l'assistance inestimable qu'ils ont accordée à temps dans l'organisation des divers volets de cette Conférence. Je voudrais aussi remercier la compagnie Ethiopian Airlines, les firmes Microsoft et Nokia Siemens, pour les divers concours qu'elles ont apportés.

Le nombre de participants à cette réunion est impressionnant aussi voudrais-je saisir cette occasion pour vous remercier tous, scientifiques et chercheurs africains, partenaires internationaux de recherche, parlementaires, responsables politiques et entrepreneurs, pour avoir bien voulu être parmi nous aujourd'hui.

Comme je l'ai dit plus tôt, cette Conférence sur le partenariat scientifique avec l'Afrique marque le début d'un processus. Ses conclusions seront présentées à la Conférence conjointe CEA/UA des ministres africains des finances, qui se tiendra ici à Addis-Abeba à la fin de ce mois. Nous espérons ainsi engager les ministres africains des finances à soutenir les efforts du continent en matière de recherche- développement.

Je souhaite pleins succès à vos travaux et vous remercie de votre aimable attention.